

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
186, boulevard de la Villette, Paris (19°)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois ... 11 »	Six mois ... 15 »
Trois mois ... 5 50	Trois mois ... 7 50
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

POUR LE DROIT D'ASILE

Devons-nous continuer ?

Notre meeting de la salle Wagram a été couronné de succès. Et, pourtant, les bolchevistes avaient tout mis en œuvre pour qu'il fut un échec.

Le matin même de la réunion, l'*Humanité* nous réservait trois quarts de colonne en première page. Dans cet article, Daniel Renoult déversait sur nous et notre œuvre les calomnies chères aux habitudes moscovites. On nous reprochait d'abord de ne défendre que trois hommes, alors que tant de militants étrangers sont expulsés journellement ; on nous accusait d'ignorer le complot policier de Sartrouville, de nous désintéresser du sort des centaines de familles dispersées par les coups de la police et de nous insoucier de l'angoisse qui étreint des millions d'autres étrangers à travers la France sous la menace de la dénonciation.

On pouvait se dispenser de répondre à un Daniel Renoult (qui est le frère d'un ancien ministre de la Justice), quand il nous adresse le reproche de collusion avec la bourgeoisie, car il est de notoriété publique que Daniel Renoult est en très bonnes relations avec son ministre de frère, chez qui il allait dîner à l'époque où René Renoult était garde des sceaux et où les arrestations de militants se faisaient nombreuses. On pourrait trouver étrange que Daniel soit le seul militant encore du parti qui n'ait jamais été poursuivi (peut-être que la protection de son « bourgeois » de frère y est-elle pour quelque chose ?).

Cependant, si nous restons indifférents face aux injures bolchevistes, nous voulons une situation nette vis-à-vis de nos camarades anarchistes.

Lorsque Renoult nous reproche de ne nous occuper que de trois hommes, il ment sciemment.

Il y a deux ans, le Comité du Droit d'Asile avait entrepris une vaste campagne d'agitation en faveur de tous les proscrits, pour faire supprimer l'expulsion administrative. Cette campagne qui avait été déjà commencée, puis-que de nombreux meetings avaient eu lieu en province et à Paris, a dû être arrêtée, car les efforts des bolchevistes et des « purs » de l'anarchie avaient réussi à saboter notre œuvre.

Les uns et les autres, unis dans la même réprobation, nous reprochaient vertement de demander que fut votée une loi abrogeant celle qui a trait aux expulsions administratives.

C'était là le grief capital. A ce moment-là, nous avons donné toutes explications utiles, mais il ne nous déplaît pas de les reproduire aujourd'hui.

En vertu d'une loi et d'arrêts ministériels encore en vigueur, le ministère de l'Intérieur et, à son défaut les préfets, ont le droit, sans qu'aucune inculpation ne soit relevée contre lui, de prendre un arrêté d'expulsion envers tout étranger dont la présence en France est jugée indésirable par les autorités.

Il suffit, aujourd'hui, d'un simple rapport de police, pour qu'un camarade étranger se voit appréhender par les argousins et conduit à la frontière. C'est en vertu de cette loi, dite de l'expulsion administrative, que 99 0/0 de nos camarades sont rejetés hors les frontières.

Que faire ? S'épuiser en de vaines protestations ? Engager, comme nous le faisons pour Berneri, une campagne en faveur d'un ou de plusieurs cas qui parviennent à notre connaissance ? Nous le disions, il y a deux ans, nous sommes las d'être toujours obligés de faire de l'agitation pour des cas individuels. Car, à côté d'un ou deux cas qui nous sont connus, combien d'autres se produisent dont nous ne sommes informés qu'une fois l'expulsion accomplie — c'est-à-dire trop tard pour faire quoi que ce soit !

Aussi, quand en fin 1928, les expulsions de militants se firent particulièrement nombreuses, résolûmes-nous de tenter quelque chose de réellement pratique, qui puisse efficacement entraver l'œuvre de la police.

Nous avions donc entrepris une vaste tournée de meetings à travers la France, qui commençait à donner des résultats.

Des parlementaires furent émus par les faits que nous révélions et se mirent à notre disposition pour cette campagne. Nous leur demandâmes donc

d'intervenir énergiquement auprès du gouvernement, pour qu'il mette un frein à la vague d'expulsions.

Car les meilleurs de nos amis étaient expulsés. D'aucuns, simplement pour être venus acheter des livres à notre librairie.

Ces parlementaires nous répondirent qu'il y avait quelque chose de plus utile à faire. Et ils rédigèrent un projet de loi (dont nous avons donné le texte en son temps dans le *Libertaire*) qui avait pour but de supprimer l'expulsion administrative.

Que nos amis comprennent bien la situation : aujourd'hui, il suffit d'un simple rapport de police, mieux, d'une simple dénonciation anonyme, pour qu'un militant étranger se voit sous le coup d'un arrêté d'expulsion — même sans avoir rien fait qui soit de nature à le signaler à l'attention. Qu'un ouvrier étranger, par exemple, n'accepte pas les conditions de travail de son employeur, il est signalé comme « subversif »... et l'expulsion ne tarde pas à venir, sans qu'il puisse même savoir le motif pour lequel on le met hors de France.

Or, par ce projet de loi, il faudra d'abord qu'il y ait eu délit caractérisé, puis qu'il y ait eu condamnation, pour que cette expulsion ait lieu, non pas automatiquement, mais seulement si elle est incluse dans le jugement.

Nous l'avons dit plus haut : Sur cent étrangers expulsés, quatre-vingt-neuf le sont sans avoir commis aucun délit.

Certes, ce projet de loi ne nous satisfait qu'à demi ; nous aurions préféré voir l'expulsion abolie tout à fait. Mais, tel qu'il est, sur cent camarades il en sauvera 99.

Devons-nous, sous le prétexte que le centième ne sera pas sauvé, abandonner les autres sans pour cela le sauver ?

Nous ne le pensons pas.

Oh ! nous savons qu'on nous reprochera de soutenir un projet de loi. Est-ce de notre faute, si pour abolir une loi mauvaise, il en faut adopter une autre ? Est-ce de notre faute si nous vivons encore en un régime autoritaire, où toute modification doit être apportée par la voie législative ? Sous le prétexte de nous maintenir dans la contem- plement stricte des lois, allons-nous laisser expulser petit à petit tous nos camarades ?

Nous pensons, du reste, que toutes les lois de progrès n'ont été que la consécration d'un état de fait. Ce n'est que lorsque la poussée de l'opinion publique était assez forte que les législateurs, à contre-cœur, votaient un texte conforme au vœu de cette dite opinion publique.

De même que cette loi, que nous n'avons pas proposée, mais que spontanément des parlementaires ont déposée sur le bureau de la Chambre, cette loi ne sera votée que lorsque, à la suite d'une vaste campagne d'agitation, l'opinion publique l'exigera.

Certes, nous préférons nous passer des législateurs et ne devoir la suppression totale des expulsions que de la seule action ouvrière, nous préférons voir abolir toutes les lois. S'en- suit-il que tant que le régime du législateur existera nous ne devons rien demander, rien arracher à ce régime ?

Certes, nous qui ne risquons rien, nous aurions beau jeu d'être intransi- geants. Mais il ne s'agit pas de nous, il s'agit de camarades sans défense aucune, qui vivent chaque jour dans l'ap- préhension d'une expulsion. Il s'agit de camarades qui n'osent fixer définitivement leur foyer en ce pays, de crainte de le voir anéanti subitement de par la simple volonté malveillante d'un policier ou d'un adversaire.

Songez, camarades français, qui vivez tranquillement ici, qu'avez le droit de vous réunir, d'exprimer votre opinion, songez aux transes de nos amis étrangers qui ne peuvent même pas assister à une fête sans être sous le coup d'une expulsion. Songez à la tranquillité que leur apporterait la suppression de l'expulsion administrative, qui cesserait de faire d'eux des bêtes traquées.

Au reste, dès le début de notre campagne, nous eûmes à nous occuper d'empêcher ou de faire retarder nombre d'expulsions, à la demande même des camarades frappés. Nous les avons

tous défendus. Nous avons eu ainsi à nous occuper de camarades appartenant à toutes les tendances de l'anarchisme.

Nous vivons sous un régime que nous n'acceptons pas, mais force nous est bien de le subir tant que nous n'aurons pas la possibilité de le renverser.

Aussi, nous nous tournons vers nos camarades anarchistes de ce pays et nous leur disons :

Voulez-vous que nous continuions notre campagne ? Voulez-vous que nous entreprenions une agitation pour la suppression des expulsions administratives ?

Pour notre part, nous sommes prêts à continuer. Seulement, si nous nous moquons des calomnies et des injures des bolchevistes, nous sommes sensibles à celles qui viennent de nos milieux.

Nous en avons assez de recevoir des coups dans le dos tandis que nous bataillons.

Etes-vous décidés à nous seconder loyalement, à unir vos efforts aux nôtres sans restriction ?

Si oui, nous continuerons plus activement que jamais. Si non, nous renoncerons, le cœur gros, mais obligés d'en venir là, à une lutte où, non seulement nous aurions à combattre nos adversaires, mais encore des amis.

Devons-nous continuer ? La parole est aux anarchistes !

LE COMITE DU DROIT D'ASILE

Blanco va-t-il enfin être libéré ?

Pons a déjà subi de nombreuses tortures

Pons a bien été, hélas ! conduit en Espagne. C'est de là-bas, cette fois, que la triste nouvelle nous a été confirmée. Au cours de son transfert, le malheureux camarade a tenté de s'évader ; il s'est jeté à la mer ; mais il était enchaîné, il fut rattrapé ; ensuite, il fut l'objet d'un odieux et cruel passage à tabac.

Et les amis qui nous content cela dans les détails ajoutent : « Ce qui nous tient à cœur dans ce moment, c'est l'affaire de Blanco. Nous ne perdons pas l'espoir que si tous ensemble nous redoublons d'efforts, nous parviendrons bien, malgré tout, à arracher sa liberté. »

Nous l'espérons aussi ; mais, comme ils disent, il faut redoubler d'efforts. Que les uns et les autres travaillent donc de leur mieux, selon leurs moyens, à la libération de ce pauvre camarade dont on sait quel serait le sort s'il était, lui aussi, livré aux tortionnaires d'Espagne.

Le ministre de la Justice qui a osé commettre l'infamie d'extrader Pons — peut-être a-t-il touché en récompense un certain nombre de pesetas — vient d'être chassé honteusement de son ministère après avoir tripoté avec des financiers. Un fait comme celui-là en dit long sur la décomposition du régime. Dire que la liberté de Pons dépendait d'un Raoul Péret, quelle tristesse !

Nous ne voulons pas prétendre que son successeur vaille beaucoup mieux que lui, mais il bénéficie du doute. Nous allons le voir à l'œuvre. Qu'il ordonne donc, et vite la libération de Blanco, il marquera ainsi un point sur son prédécesseur... et fera acte de justice.

LE VENDREDI 21 NOVEMBRE 1930, à 20 h. 30
AU THÉÂTRE DE BELLEVILLE
46, Rue de Belleville

Sébastien FAURE

CONFÉRENCE

Publique et Contradictoire

Sujet traité :

DEMAIN ?

A TOUS : Intellectuels et manuels !

On dit aux Anarchistes :
« Vous êtes fort habiles dans l'art de la démolition, mais incapables de reconstruire. »

« Vous voulez abattre le Régime Capitaliste et l'Etat ? Soit. Mais après ? Comment les hommes de demain vivront-ils ? Comment réaliseront-ils votre devise :

BIEN-ETRE ET LIBERTÉ ? »

C'est ce problème qu'étudiera Sébastien FAURE.

Nous engageons à venir l'entendre toutes les personnes — quelles que soient leurs tendances et convictions — qu'intéresse le développement d'un tel sujet.

Les Groupes organisateurs.

Participation aux frais : TROIS francs

NOTA. — Tous les bénéfices de cette série de conférences seront entièrement attribués à « L'Encyclopédie Anarchiste ».

L'AFFAIRE BERNERI

Une canaillerie de plus de la magistrature couchée

Berneri a été traduit devant la Chambre des appels correctionnels de la Seine, mercredi 12 courant. On se souvient qu'il avait été condamné, en première instance, à six mois d'emprisonnement, Cianca — victime au même titre que Berneri — du mouchard et provocateur Menapace, avait été condamné aussi à six mois de prison, mais avec le bénéfice du sursis.

M^e Lazurick s'étonna donc, devant la Cour, de cette différence de jugement pour une « culpabilité » identique. Il demanda aux juges, dans le cas où ils condamneraient, de prononcer au moins la condamnation avec sursis. Les chats fourrés sans entrailles et aux ordres de la police au surplus — ils l'ont démontré en traduisant dans l'espace de quinze jours Berneri à leur barre alors que le moindre délinquant attend généralement trois mois — écrivirent de six mois à un an la peine primitive et refusèrent le sursis.

Nous réclamions un toit pour Berneri, nous ne pouvions penser que l'on répliquerait de cette manière à notre campagne. Mais on aurait tort de supposer que l'affaire Berneri est classée et que nous allons nous incliner devant la décision de juges à plat ventre devant qui les paient.

L'avocat de Berneri a courageusement crié son indignation, le soir même de la condamnation, au meeting de Wagram. Il a fêté en termes justes la domesticité de magistrats qui osent prétendre rendre la justice.

Nous l'en remercions, ainsi que tous ceux qui furent avec nous pour Berneri, mais nous leur demandons de ne point rentrer sous leur tente, car l'affaire Berneri est à peine commencée.

Notre courageux camarade nous a écrit, au lendemain de sa condamnation, une lettre que nous ne voulions point rendre publique tout d'abord, dans la crainte qu'elle ne le desserve, qu'elle n'aggrave son cas et qu'elle fasse s'acharner sur lui tous les salauds haut placés. Mais elle est trop significative, elle honore trop son auteur pour que nous ne soyons que quelques-uns à la connaître. La voici donc :

CIVILISATION

Le jour même où toute la presse publiait les toasts suggestifs échangés à une table de banquet entre M. Pasquier, gouverneur général de l'Indochine et son collègue des Indes Néerlandaises, et que nous avons déjà signalés, le journal *La République* donnait sur la situation indochinoise les renseignements suivants, et qui constituent le plus éloquent commentaire de ces discours :

« Depuis quelque temps, aucune nouvelle ne parait dans la presse sur la situation de l'Indochine. Une censure impitoyable s'exerce sur toutes les communications. »

« Nous avons cependant réussi à la déjouer. »

« Depuis le début du mois de septembre, les provinces de Vinh et de Haïphong sont en révolte ouverte. La population qui ne prend pas part au mouvement s'enfuit de toutes parts. L'aviation et les mitrailleuses les ont fauchés par centaines. »

« Officiellement, on annonce, 500 victi-

chers camarades, Après avoir été compromis par les machinations de la police italienne... et française, je n'ai pas cru devoir me dérober au procès qui attirait l'attention de l'opinion publique sur l'action répugnante d'espionnage, de mouchardage et de provocations du gouvernement italien. Le résultat désiré a été atteint puisque tout le monde en France est maintenant fixé, mais la justice française s'est montrée, après la police de ce pays, complice aussi de Mussolini.

Peut-être m'a-t-on condamné à une année d'emprisonnement dans l'intention de me faire peur et avec l'arrière-pensée que je m'enfuirais de France, et qu'ainsi le bien-fondé de la mesure d'expulsion prise contre moi ne serait plus contesté.

On aurait, de cette façon, mis fin à l'agitation commencée sur mon nom pour l'obtention d'un véritable droit d'asile.

Mais je ne serai pas dupe de cette manœuvre et, pour la déjouer, je reste à la disposition des geôliers français, comptant sur le Comité de défense du droit d'asile pour poursuivre le bon combat.

Car il faut vaincre. Ces derniers temps, et après les agissements de provocateurs fascistes, beaucoup d'antifascistes ont été expulsés de France, ou, fait bien plus grave, ont été refoulés en direction de la frontière italienne. Il est donc nécessaire que vous agissiez vite, avec toute l'énergie possible, afin de porter secours aux centaines de proscrits pourchassés encore ici, dans votre pays.

Je vous remercie de la cordiale solidarité que vous avez manifestée envers moi et, dans l'espoir que vous trouverez de nombreux concours pour l'accomplissement de la belle besogne que vous vous êtes tracée, je vous prie : Merci, et bon courage ! — Camille BERNERI.

Les remerciements ! C'est nous tous qui les devons à Berneri pour l'exemple qu'il nous donne. Le courage ! C'est à lui qu'il en faut, à la veille de se séparer une autre fois de sa mère, de sa compagne, de ses enfants, pour être enfermé dans une mortelle cellule de Fresnes.

mes. Il faut plus que doubler le chiffre, si on en croit ceux qui rient de la bas.

« La répression exercée dans les régions de Vinh et Donghoi par des compagnies de légion étrangère a été impitoyable et cruelle. Même des journaux officiels, comme *France-Indochine* trouvent excessive et dangereuse une politique qui vise à terroriser et qui, malgré sa violence, n'aboutit qu'à exaspérer les Annamites. »

« Des milliers de paysans attaquent les postes de la zone indigène et les mandarins, malgré une répression épouvantable et qui laissera derrière elle, à notre égard, une haine d'autant plus profonde et durable qu'elle coûte la vie à des centaines d'Annamites. »

« Enfin, le nombre des condamnés de la Commission criminelle s'accroît de jour en jour. Nous arrêtons des indigènes en masse. »

Que peut-on ajouter à ce sinistre exposé de faits, à ce résumé brutal des méthodes par lesquelles la « civilisation » prétend s'imposer ?

Et que peut-on penser de tant de prétendus humanitaires, philanthropes et autres belles âmes qui acceptent d'un cœur léger les horreurs qui se sont déroulées et vont se dérouler encore là-bas ?

Eh quoi ! les avions et les mitrailleuses massacrent une population poussée à bout par la famine. Et ils ont l'air de trouver cela normal.

Il en est qui s'occupent à protester contre les atrocités d'une guerre future. Mais celle qui se fait maintenant, contre ces gens-là, est-ce qu'il ne serait pas bon de s'en occuper un peu et d'y faire opposition. Est-ce que ce ne serait pas déjà le meilleur exemple et la meilleure preuve de sincérité à donner ?

Ces hommes que l'on massacre, ne sont point de notre couleur. Ils sont peut-être imbus d'idées plus ou moins bolchevistes. Et puis ? La question est de savoir si nous nous comporterons en hommes vis-à-vis de ces hommes.

Nous protestons contre ces atrocités comme nous protestons contre toutes les atrocités commises par des bolcheviks ou non-bolcheviks.

A tous ceux qui ont gardé quelque indépendance, nous demandons d'en faire autant.

Au prolétariat tout entier de ce pays, nous demandons qu'il s'oppose à la continuation de ces procédés de « civilisation ».

PIERRE ELSIENS.

Notre meeting du 12 novembre

La salle Wagram était pleine lorsque Georges Pioch, président de séance, ouvrit le débat.

On remarquait aux côtés de la tribune, un ancien président de la République du Chili, Arturo Alessandri, et son ex-ministre des Affaires étrangères. Ils avaient dû quitter leur pays pour ne pas subir la dictature militaire. Arrivés à Paris le matin même, ils avaient appris notre meeting en faveur du Droit d'asile, et avaient tenu à y assister.

Pioch annonce au public que notre maître-à-maison vient d'être livré à la police espagnole. Il faudra que de ce meeting nous emportions la volonté tenace de restituer au pays le sens de la liberté, qui lui fait de plus en plus défaut.

Notre ami Georges Bastien explique, que lorsque le Comité du Droit d'Asile attire l'attention publique, comme ce soir, sur le sort de quelques victimes de l'arbitraire, ce ne sont que des exemples qu'il entend montrer pour faire toucher du doigt la violation de la liberté individuelle, mais que le Comité entend lutter pour la défense de tous les proscrits menacés par les manœuvres policières.

En ce moment, on exploite le stupide patriotisme pour faire naître dans le public la haine de l'étranger. On entend couramment dire : « Ils viennent manger notre pain ».

Comment ose-t-on dire cela ? Ils ont travaillé, ils ont été volés, comme les autres ouvriers, du bénéfice de leur travail. Le pain qu'ils mangent, ils l'ont donc largement gagné.

On assiste actuellement à une grande restriction du droit des proscrits. On veut que le travailleur étranger abandonne sa conscience d'homme en foulant le territoire français.

Cependant, s'il appartient aux organisations religieuses, s'il est docile et soumis, s'il assiste régulièrement au culte, s'il est d'esprit réactionnaire, il pourra librement professer ses opinions, même en des manifestations sur la voie publique.

Si, au contraire, c'est un homme d'avant-garde, s'il ne se désintéresse pas du sort malheureux du peuple de son pays, alors on lui imposera silence ou on l'expulsera.

La police est, aujourd'hui, organisée internationalement. Il est temps de dresser l'Internationale des penseurs libres contre l'Internationale des dictateurs.

Henri Jeanson vient ensuite apporter sa protestation contre l'indifférence des écrivains qui se désintéressent un peu trop de la chose publique. Il se solidarise avec notre campagne en faveur du Droit d'Asile. « On pourrait croire, dit-il, que Chiappe veut faire de la France une vaste soucrière ! »

Actuellement, un homme ne peut plus écrire librement dans la presse, qu'il est littéralement aux gages des trois ménages qui gouvernent la France : le ménage Chiappe, le ménage Sapène et le ménage Tardieu.

Jeanson nous cite un exemple de la domesticité de la presse. Il avait écrit, dans une revue qui se joue actuellement à Paris, une scène sur Mme Claudia Vietrix, femme de Sapène, du *Matin*. Chiappe fit appeler le directeur du cabaret où se jouait cette revue et le menaça de fermer son établissement, sous n'importe quel prétexte, dans les quarante-huit heures, si la scène n'était pas retirée. Et pendant tout le temps que la scène fut jouée, aucun quotidien ne voulut parler de la revue.

Il faut réagir contre cette mainmise de la police. Et Jeanson quitte la tribune, après avoir fait crier à toute la salle unanime : « A bas Chiappe ! A bas Tardieu ! ».

Robert Lazurick, le défenseur de Berneri, lui succède. Il nous informe que l'après-midi les juges de la Cour d'appel ont doublé la condamnation de notre maître-à-maison, ce qui lui fait un an de prison à faire.

En termes émus, et encore sous le coup de l'indignation que lui causa cette condamnation, Lazurick flétrit la magistrature. Cette magistrature qui aime mieux être à genoux que debout et mieux encore être à plat ventre qu'à genoux. Le gouvernement Tardieu était intervenu dans cette affaire et a tout mis en œuvre pour que Berneri fut lourdement frappé.

Berneri, c'est un nom qu'il nous faut retenir, car c'est celui d'une haute conscience.

« On veut pousser cet homme à commettre un acte de violence. On le met à bout ! Chassé de Belgique, chassé de Hollande, chassé d'Allemagne, refusé au Portugal et en Espagne, si jamais Berneri se livrait à un acte de violence, les véritables responsables seraient ceux qui, par désespoir, l'auraient poussé à la commettre. »

Nous vivons en plein le régime de la corruption. Lorsque Lazurick alla trouver Rogères, le secrétaire du ministre de l'Intérieur, chef de la Sûreté Générale, pour qu'on permette à Berneri de rester en France jusqu'à son jugement d'appel, on le fit attendre plus d'une heure dans l'antichambre. Cependant que le maître-chanteur Georges Anquetil, se faisant annoncer, fut reçu sur le champ.

Anquetil, Tardieu et Chiappe sont bien faits pour se comprendre. Aujourd'hui la canaille est au pouvoir et les honnêtes gens sont traqués. Il est temps que cela change.

Georges Pioch, avant de prendre la parole, lit une lettre de Joseph Caillaux, qui, souffrant, ne peut prendre part à cette réunion. Cependant, il entend se solidariser avec la campagne que nous menons en faveur de la liberté individuelle et du droit d'asile.

Pioch nous dit que ce qu'il y a de remarquable dans ce meeting, c'est que tout le monde dit toute la vérité.

Puis, se tournant vers l'ancien président du Chili, il lui dit : « On envie la France dans le monde, parce qu'on lui a fait un renom de terre de liberté. Cela n'est plus, hélas ! ».

Aujourd'hui, d'aucuns aussi envient cette France, parce qu'elle est le pays le plus riche du monde. On thésaurise dans

les coffres de la Banque de France. Tout cet or accumulé ne sert qu'à faire enchérir le prix des denrées. En vérité, cet or que l'on met dans les coffres de l'Institut national d'émission, ce n'est qu'un trésor de guerre que l'on constitue.

On mène une campagne contre les étrangers pour faire renaître en France le stupide nationalisme qui permettra une nouvelle hécatombe. La conscience humaine est comme la peau de chagrin de Balzac : elle se rétrécit un peu plus chaque jour.

Pierre Cot, qui occupe ensuite la tribune, vient, lui aussi, défendre le droit d'asile menacé.

« Le débat de ce soir dépasse, en réalité, les trois hommes que nous défendons. C'est la cause de la dignité humaine qui est en jeu. »

« Il faut défendre la liberté individuelle, car c'est d'elle que dépendent toutes les autres libertés. »

Et l'orateur termine en faisant un vibrant appel aux jeunes contre la guerre qui vient.

M. de Moro-Giafferri déclare que, lui, modéré et patriote, il vient défendre le droit d'asile, parce qu'il en va de la dignité de la France de maintenir intact ce droit légué par de hautes traditions.

Avec une éloquence que lui connaissent tous nos lecteurs, le grand avocat se livre à une démonstration du Droit d'Asile. C'est grâce à ce droit qu'il y a aujourd'hui une nation italienne. C'est parce que la France offrit l'hospitalité aux patriotes italiens d'alors, que se constitua l'unité italienne.

Il faut réformer le code et supprimer l'expulsion administrative.

« J'ai eu, en tant qu'avocat, à plaider pour des criminels, je n'ai jamais eu à plaider pour des proscrits, car avec eux on agit sans jugement aucun. On les expulse sans même qu'ils puissent se défendre, sans même leur dire pourquoi on les expulse. C'est le régime du bon plaisir administratif. Il faut que cela change. Il faut donner, en matière d'expulsion, la même garantie légale qu'en matière de délit ou de crime. Il faut que l'homme menacé d'être expulsé ait la possibilité de défendre sa liberté menacée. »

Ensuite, nous parlant des dangers de guerre, l'orateur fait un apologue :

« En Grèce, dit-il, le peuple était rassemblé sur l'Acro pour discuter s'il fallait ou non déclarer la guerre. Démophilos prit la parole et exposa que l'honneur national avait été attaqué. Aussitôt le peuple, enflammé par la harangue, vota la guerre. »

Démophilos retourna chez lui. Là, un de ses amis lui demanda : « Pourquoi tiens-tu tant que cela à la guerre ? — Eh ! répondit Démophilos, c'est parce que j'ai encore un stock de casques à vendre dire, imbécile ! ».

« Ainsi se font les guerres modernes, pour le plus grand profit des fournisseurs de l'armée. »

Nous devons dresser une barrière contre la guerre.

François-Albert s'associe de tout cœur à la campagne que nous menons. Le droit d'asile est une chose sacrée qu'il faut maintenir à tout prix sous peine de nous déshonorer. Les révolutionnaires de 89 proclamèrent le droit d'asile pour toutes les victimes de la tyrannie. Il ne se peut pas que, par complaisance pour des nations étrangères qui ont foulé aux pieds le droit des gens, nous laissions abolir cette tradition.

Jean Piot, rédacteur en chef de l'*Europe*, tient à venir apporter son tribut de protestation contre la trop grande facilité avec laquelle le gouvernement français exhausse les desirs des dictateurs voisins.

Il faut, enfin, que les exilés politiques puissent jouir en France de tous leurs droits d'hommes.

C'est le devoir de tous les hommes de pensée libre, de protester contre l'injustice et de revendiquer en faveur du droit d'asile et de la liberté individuelle, car la liberté individuelle est le plus sacré de tous les biens.

La liste des orateurs étant épuisée, Georges Pioch met aux voix l'ordre du jour suivant, qui est adopté à l'unanimité des auditeurs :

Les cinq mille citoyens, réunis salle Wagram à l'appel du Comité de défense du Droit d'asile, élèvent leurs protestations contre un gouvernement qui tolère que sa police attente chaque jour à la liberté individuelle et au droit de l'asile.

Après avoir entendu de Moro-Giafferri, Jean Piot, François-Albert, Pierre Cot, Robert Lazurick, Henri Jeanson, Georges Pioch et Bastien, et les avoir remerciés de leur concours, les cinq mille auditeurs écrient leur indignation à la nouvelle de l'abominable attentat perpétré contre Pons qui vient d'être livré au policiers espagnols.

Ils veulent croire que ce sera le dernier crime commis contre la pensée libre et la liberté sacrée de l'être humain.

Ils demandent que soit ordonnée la libération immédiate de Blanco et que soit rapportée la mesure d'expulsion prise à l'égard du professeur Berneri.

Salle de la Jeunesse Républicaine, 10, rue Dupetit-Thouars, (Métro : Temple), dimanche 30 novembre, à 2 h. 30.

Conférence controversée organisée par les « AMIS DU LIBERTAIRE »

entre

Pierre BESNARD de la C. G. T. S. R.

et Louis LORÉAL du « Libertaire »

sur le volume :

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

La parole sera donnée aux auditeurs. Prix d'entrée : 2 francs (pour les membres du Groupe, 1 franc).

Les bénéfices de cette conférence seront entièrement versés à « l'Entr'Aide ».

Une association de malfaiteurs

La société actuelle n'est qu'une vaste association de malfaiteurs. Tel est le thème que Sébastien Faure a développé, vendredi dernier, devant un auditoire attentif et passionné.

Notre camarade va, dit-il, prendre la place du ministère public, le public figurera le jury devant lequel il entend prononcer un véhément réquisitoire contre des bandits parfaitement organisés qui mettent en coupe réglée le monde entier. Ces bandits sont de trois sortes, quoique appartenant à la même bande : Ceux qui volent, ceux qui mentent, ceux qui tuent.

Ceux qui volent. — On a l'habitude de dire que le capital est le fils du travail. Mais c'est un fils bien dénaturé, car il étrangle constamment son père. Ceux qui travaillent sont spoliés, dépouillés du fruit de leur labeur par le patronat. Tout capital accumulé est du travail impayé. Donc le capital c'est le vol. Le patronat, d'abord, le commerce ensuite. Le producteur est volé deux fois : une fois comme producteur, par son patron, une autre fois en tant que consommateur par le commerçant.

Puis notre ami explique très clairement les rouages bancaires, les opérations de Bourse. La Banque, dit-il, c'est le vol des vols.

Ce sont tous ces voleurs : patrons, commerçants, banquiers qui profitent de l'état social actuel.

Ceux qui mentent. — Pour maintenir le privilège de ceux qui volent, toute une caste de menteurs, d'imposteurs déversent journellement les boniments les plus abracadabrants.

Ce sont d'abord les prêtres qui, toujours, nous font regarder le ciel — pour qu'on puisse mieux fouiller dans nos poches pendant ce temps. Ils prêchent la résignation, l'humilité, le renoncement sur terre... pour les pauvres, afin que leur part soit plus belle dans le royaume de Dieu.

Puis viennent les politiciens. Les paroles de ceux-ci changeant suivant qu'ils occupent le pouvoir ou qu'ils sont dans l'opposition. S'ils sont au pouvoir, tout va bien. C'est Tardieu nous vantant la bonne humeur et la prospérité. S'ils sont dans l'opposition, tout va mal ! Ce sont Herriot, Daladier et Chautemps réconciliés à Grenoble avec l'espoir que cette réconciliation hâtera leur retour au pouvoir. Ils déclarent être prêts à toutes les réformes. Qu'on leur confie le gouvernement, tout ira bien.

Ce sont Léon Blum, Boncour et Renaudel d'un côté, Cachin, Doriot et Thorez de l'autre, qui se présentent tous comme les véritables représentants de la classe ouvrière. Les premiers se déclarent prêts à remplacer le Gouvernement défaillant, les seconds, eux, sont décidés à faire la révolution pour se hisser au pouvoir.

Tous les menteurs de la politique prétendent n'avoir en vue que le bonheur du peuple. En réalité, c'est leur propre bonheur qui est la principale de leurs préoccupations.

Il y a, pour parachever le mensonge, les menteurs de la presse. Il n'y a plus de presse indépendante. Tous les journaux sont vendus aux puissances d'argent. Et pourtant, quel beau rôle la presse pourrait jouer : c'est elle qui forme l'opinion publique ; elle pourrait dénoncer sans relâche la bande de malfaiteurs dont l'orateur nous entretient. Au lieu de cela, elle ment sciemment, déformant les faits, passant certains événements sous silence, donnant une large publicité à d'autres événements insignifiants. La presse est bien ce que Géolet a nommé : *Le Pourrissoir*.

Ceux qui tuent. — La police, la garde mobile et la gendarmerie pour la répression ; les armées de terre, de mer et de l'air pour les grands massacres — tels sont ceux qui tuent. Ils sont aussi méprisables que ceux pour le compte desquels ils travaillent.

Qu'on ne vienne pas dire que changer la forme de Gouvernement pourrait anéantir ces trois espèces de malfaiteurs. C'est le vice inhérent de tout système autoritaire. Qu'elle s'exerce au nom de la démocratie, de la classe ouvrière ou du prolétariat, l'autorité a pour corollaires inévitables d'avoir des gens qui volent, des gens qui mentent et des gens qui tuent. Tous ces bandits constituent une vaste association de malfaiteurs qu'on nomme : la société autoritaire.

Après l'exposé des méfaits de cette association de malfaiteurs, Sébastien Faure requiert un verdict impitoyable : la peine de mort, exécutée par la Révolution sociale. Non pas une révolution qui mettrait d'autres groupes ou d'autres classes au pouvoir, mais une révolution complète qui abolirait toute forme de vol, de mensonge et d'oppression et instaurerait une nouvelle société sans Dieu ni maîtres.

Quelle pourrait-être cette société ? C'est ce que Sébastien Faure exposera ce soir dans sa dernière conférence intitulée : *Demain*.

Après son exposé, un camarade individualiste vint poser une question dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne valait pas la peine d'une réponse — que, pourtant, Sébastien Faure fournit. Puis deux communistes sortirent leurs boniments habituels et ils se firent proprement remettre en place par notre ami.

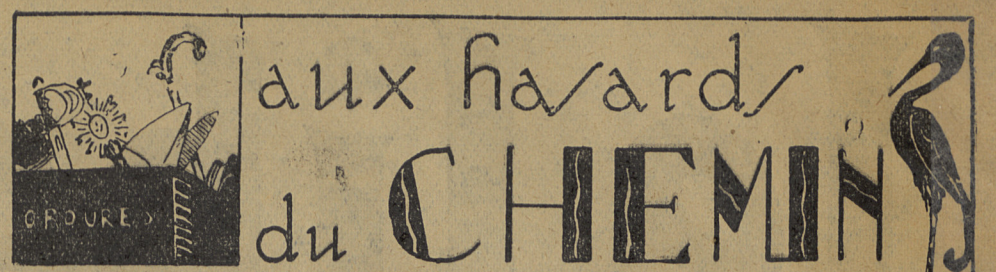
Espérons que Sébastien Faure pourra encore longtemps nous donner de bonnes conférences comme celle-ci.

LOUIS LEBOU.

Dimanche 7 décembre, à 14 heures 30, salle de la Jeunesse Républicaine, 10, rue Dupetit-Thouars (Métro : Temple).

MATINÉE ARTISTIQUE organisée par le Groupe des AMIS DU « LIBERTAIRE ».

Le programme sera annoncé dans le prochain numéro du « Libertaire ».



PROPOS D'UN PARIA

J'ai sous les yeux un exemplaire d'une revue qui s'intitule l'*Appel des Soviets*. L'appel des Soviets !... J'ai répondu, moi aussi, à cet appel, lorsqu'il était encore possible de supposer qu'il existât des Soviets. Je n'ai pas tardé, hélas ! à être désillusionné !... Et cet *Appel des Soviets* que l'on nous présente aujourd'hui, n'est rien autre chose qu'un bulletin à l'usage de la propagande du gouvernement russe, lequel n'a plus rien de soviétique.

La revue *L'Appel des Soviets* présente cette particularité, c'est qu'elle est dirigée par ce qui se fait de mieux dans l'espèce renégat, par le super-asticot André Colomer, lequel, n'ayant pas trouvé dans l'anarchisme de fromage à son appétit, s'est enfoncé, sucir en avant, dans celui de la révolution bolcheviste.

Les beautés du plan quinquennal, l'armée rouge, la répression bolcheviste, éveillent chez l'auteur de *L'Appel des Soviets*, un lyrisme aussi échevelé que crasseux, sa personne.

Aussi, c'est sans aucun étonnement que j'ai pu lire, sous la plume stipendiée du sportulaire, prêt désormais à toutes les besognes, même les plus viles et à propos de l'affaire Ghezzi, les phrases suivantes :

Sous la conduite du louché contre-révolutionnaire Lazarevitch, une campagne antisoviétique a été menée dans certains milieux anarcho-petits-bourgeois, en France et en Belgique, en faveur d'un autre contre-révolutionnaire Ghezzi qui, profitant de l'hospitalité des Soviets, avait tenté de grouper à Moscou divers éléments saboteurs de l'édification socialiste. La Guépéou dut intervenir pour empêcher Ghezzi de continuer son travail de désagrégation.

Pour cette campagne, les fascistes du *Libertaire*, d'ailleurs en liaison publique maintenant avec le Parti socialiste et la C. G. T., avaient réussi à extorquer quelques signatures de personnalités intellectuelles mal informées sur l'affaire et à les utiliser dans une brochure de calomnies dignes de Kérillis et de Laporte.

« La lettre suivante, ajoute-t-il, dont la copie nous a été communiquée par Mme Duchêne, pour être publiée dans l'*Appel des Soviets*, est édifiante. »

Je laisse au « vengeur du gros plombier » la responsabilité de traiter de fascistes ceux qui sont les plus ardents adversaires du fascisme, qu'il soit italien ou russe.

Et j'en arrive au cas de cette madame Duchêne que je ne connais, du reste, pas du tout, mais dont j'ai trouvé le nom sur la couverture d'une brochure en faveur de Ghezzi, parmi celles de Romain Rolland, Jean-Richard Bloch, Panait Istrati, P. Langevin, etc., etc., c'est-à-dire, en excellente société.

Mme Duchêne, avec ses co-signataires se bornait à demander que notre camarade Ghezzi « soit libéré immédiatement et qu'il soit autorisé à aller vivre à l'étranger si bon lui semble. »

C'est tout. Et c'est peu de chose, lorsqu'on s'adresse à des gouvernants prolétaires. Ce devrait être peu de chose ! Plutôt au ciel que cette requête fut adressée à des gouvernants bourgeois. Elle aurait eu beaucoup plus de chances d'être exaucée. Car, s'il est vrai que l'ouvrier qui passe « contre-coup » devient le plus souvent « une vache », un gouvernement « prolétaire » est bien ce qui peut s'imaginer de pire.

Mais ce n'est pas là où je veux en venir. La mère Duchêne, pardon, Mme Duchêne, souhaitait la libération de Ghezzi, mais elle ne la souhaitait que « dans l'ordre purement humanitaire ». Elle souhaitait en donnant sa signature, que personne n'en sache rien.

Cette dame a donc été fortement « contrariée » de voir la publicité faite à sa générosité. Qu'elle se rassure, notre camarade Ghezzi continue à souffrir dans les bagnes soviétiques pour la plus grande joie des salauds de toute espèce qui vivent aux crochets du fascisme rouge et du troupeau d'imbéciles qui les suivent.

Pauvre madame Duchêne ! — Pierre Mualdès.

AU QUARTIER POLITIQUE DE LA SANTÉ.

L'humanité, qui excelle dans la mystification de ses lecteurs et qui sait comme pas une monter en épingle les faits les plus anodins, quand elle s'imagine qu'ils peuvent servir sa propagande, relâche l'autre jour, à-propos d'un incident provoqué par l'insuffisance de la nourriture, qui s'est produit au quartier politique de la Santé, que grâce à la combativité et à la solidarité des détenus, une victoire — pas moins — avait été remportée sur la direction.

La combativité et la solidarité des détenus communistes, parlons-en ! C'est sans doute grâce à elles que nos amis sont avisés solennellement, dès leur arrivée au quartier, qu'ils seront tenus en quarantaine pendant la durée de leur séjour. La même « pénalité » est appliquée aux rares communistes qui veulent forcer cette odieuse consigne.

Voilà, n'est-ce pas ? de la lutte de classe bien comprise !

TOUJOURS LA SOLIDARITE ET LA COMBATIVITE.

Grâce à quelques galopins prétentieux et bornés qui ont importé là-bas ces déplorables mœurs, il s'en passe de pas ordinaires parmi les communistes eux-mêmes, à tel point que la moitié des détenus passe son temps à surveiller l'autre et moucharder en haut-lieu les suspects de trotskisme ou autres crimes aussi pendables.

Belle solidarité : l'automouchardage, après l'autocritique.

En présence de cet état de chose déplorable, l'administration pénitentiaire aurait donc bien tort de se gêner. Et quant à la fameuse combativité communiste, nous allons voir comment elle la redoute.

Depuis qu'ils sont en force à la Santé, les atteintes au régime politique se sont multipliées : suppression de la remise du quart de peine — acquise aux détenus de droit commun, — difficultés aux visiteurs, nourriture insuffisante, etc.

Le jour où les détenus communistes auront une plus saine conception de la solidarité et où leur combativité ne s'exercera pas surtout contre leurs compagnons de geôle, l'administration pénitentiaire y regardera peut-être à deux fois avant d'exercer ses brimades.

QUAND LES POLITICIENS LUTTENT CONTRE LA GUERRE...

La Fédération parisienne du parti socialiste, organisait jeudi dernier, dans le 13^e arrondissement, un meeting contre la guerre.

On pourra penser que le parti socialiste n'est pas précisément qualifié pour traiter sans se moquer du monde un tel sujet, alors que parmi ses leaders on compte un Paul-Boncour, mobilisateur « jusqu'au-boutiste » et un Renaudel, rapporteur du budget de l'aviation.

Mais le parti communiste est-il beaucoup plus qualifié pour lui porter la contradiction, lui qui trouve naturel que l'U.R.S.S. entretienne une armée formidable avec collection complète de gaz meurtriers, bactéries, microbes, etc., et dont les leaders sont tous plus ou moins généraux honoraires dans l'armée rouge ?...

L'HOMME D'AFFAIRES BERTHON ET LE PROLETARIAT.

C'est Berthon, ex-homme d'affaires — Blériot — autre pacifiste — qui dirigeait les chœurs communistes à cette réunion. Ce fut d'ailleurs du plus haut comique de l'entendre assurer que « malgré les socialistes-traitres de la S.F.I.O., il maintenait, lui Berthon, sa confiance dans les travailleurs socialistes ».

Pure démagogie d'ailleurs, car qu'eût-il jamais de commun avec les travailleurs, ce bourgeois millionnaire ?

O SAINTE SIMPLICITÉ !

Mais jusqu'où peuvent aller l'aveuglement et la candeur des braves prolétaires communistes ?

Comme on reprochait à l'émillionnaire Berthon son impudeur, on entendit distinctement un brave auditeur communiste s'écrier :

— Et après ? C'est beau un millionnaire qui se sacrifie pour le prolétariat ! (Sic.) Tu parles...

Ch z les détenus politiques

On nous signale à nouveau les vexations mesquines dont les détenus politiques sont l'objet, notamment en ce qui concerne les visites.

L'Administration compétente qui se raille, paraît-il, la Préfecture de police, fait attendre des semaines les réponses aux demandes formulées à cet effet et oppose un refus arbitraire et non motivé à certaines de ces demandes.

Il y a là une véritable provocation. Certains gens, évidemment, ne peuvent se consoler de voir appliquer le régime politique à des « délinquants » politiques et s'efforcent de le saboter.

POUR LES PROSCRITS

Samedi 22 novembre, à 20 h. 30, Grande Salle municipale de Houilles

GRAND MEETING

contre la machination policière de Sartrouville et en faveur de Blanco et Berneri et de tous les exilés.

Orateurs :

Pierre BESNARD, C.G.T.S.R. Victor MERIC.

Robert LAZURICK, avocat de Berneri. Pierre LEMEILLOR, U.A.C.R.

Tous les syndicalistes, les anarchistes et les sympathisants de notre région : Sartrouville, Maisons-Laffitte, Montesson, Chatou, Saint-Germain, Argenteuil, Bezons se feront un devoir d'être présents samedi à Houilles, pour participer à cette importante démonstration contre le régime de Récaille.

Le Groupe de Bezons.

SI NOUS VOULONS TENIR, IL NOUS FAUT DOUBLER, AVANT LA FIN DE JANVIER, LE NOMBRE DE NOS ABONNÉS.

ABONNEZ-VOUS ! FAITES ABONNER VOS AMIS !

LA NOUVELLE VAGUE DE TERREUR EN ITALIE

La persécution frappe également toutes les classes de la société

L'Agence « Stefani » vient de publier le dossier :

« Quelques jours avant l'anniversaire de la « marche sur Rome », une vingtaine de personnes, qui avaient été arrêtées, en liaison avec les éléments antifascistes résidant à Paris, ont été arrêtées en divers endroits de l'Italie du Nord. Ces personnes ont été déferées au tribunal spécial. L'enquête ouverte à ce sujet continue. »

Cette note renferme, en quelques lignes, la nouvelle d'une des plus vastes opérations de terrorisme policier que le régime fasciste ait accomplies depuis plusieurs années. L'Agence officielle ne cite pas les noms des personnes arrêtées. Et on comprend très bien la raison de cette réticence, car ces noms représentent à eux seuls, la démonstration de la faillite politique et morale la plus complète de la propagande fasciste dans tous les domaines et dans toutes les classes. Il ne s'agit pas, cette fois, de militants communistes ; mais d'éléments très connus des milieux intellectuels : professeurs, avocats, écrivains. C'est cette « bourgeoisie libérale et professionnelle », que le « duce », dans son discours du 27 octobre, désignait aux présailles des « squadristes » et de la justice factieuse du régime.

Si la presse fasciste ne publie pas encore les noms des Italiens qui ont été frappés par la nouvelle vague de terreur, c'est par honte et peur à la fois. Car publier ces noms signifierait avouer que, après huit ans de domination, le fascisme doit se considérer toujours en état de guerre non seulement avec les masses ouvrières qu'il a dépouillées de toutes garanties juridiques et syndicales, en les condamnant aux plus dures conditions de travail et à des salaires de famine, mais aussi avec la bourgeoisie intellectuelle, qui voudrait défendre cette liberté de la pensée.

Les premiers arrêtés ont été le professeur Joseph Rensi, de l'Université de Gènes, philosophe éminent, et sa femme. On a procédé à leur arrestation à la suite de lettres que le professeur avait envoyées à des amis et qui contenaient, à ce qu'il paraît, des jugements défavorables à l'égard du fascisme ; lettres vioquées par la censure fasciste, et communiquées à la direction générale de la police. Pour la même raison, on arrêtait, à Vérone, le professeur Humbert Gelmetti, le professeur Benedetti et sa femme, et le docteur Marchi.

Quelques jours après, une véritable offensive policière était déclenchée contre des citoyens qui, même sous le fascisme, occupaient d'importantes places.

Il n'est pas possible, en ce moment, de connaître les noms de tous les arrêtés, parce que la police et la presse gardent, à ce sujet, le silence le plus rigoureux. Une chose est certaine : que l'opération policière s'est déroulée sur un front très large, dans plusieurs villes : de Gènes à Turin ; de Milan à Florence ; de Rome à Naples. On parle de plusieurs centaines d'arrestations. Les arrestations minutieuses. En quelque endroit, comme à Florence, les personnes arrêtées ont été frappées sauvagement par les agents et les miliciens.

Parmi les arrêtés figurent l'avocat Bortolo Belotti, libéral-conservateur, ancien député, ancien sous-secrétaire d'Etat dans le cabinet de M. Nitti et ancien ministre du Commerce dans le ministère de M. Bonomi. Suivant les nouvelles qui circulent en Italie, l'arrestation de M. Belotti aurait été provoquée, elle aussi, par l'ouverture d'une lettre qu'il aurait envoyée à son ancien président du Conseil, M. Bonomi. M. Belotti serait accusé d'avoir établi une entente contre le régime avec M. Bonomi et plusieurs généraux de l'armée. En ce qui concerne M. Bonomi, si l'on admet que l'accusation portée contre M. Belotti n'est pas fautive et que l'ancien président du Conseil est impliqué dans l'affaire, il faut remarquer qu'il est protégé par son « Collier de l'Annunciazione », c'est-à-dire par la plus haute décoration italienne, qui confère à ses possesseurs le rang de cousins du roi. Quant aux généraux on aurait, dit-on, procédé à l'arrestation de deux d'entre eux, à Turin ; mais jusqu'à ce moment, nous n'avons pas réussi à contrôler l'exactitude de ces bruits.

L'arrestation de M. Belotti a fait une très grosse impression ; il appartient en effet à l'aile la plus modérée du parti libéral et n'avait jamais pris part d'une façon active à la lutte politique. Suivant les dernières nouvelles, M. Belotti ne serait pas déferé au Tribunal spécial. Il a été déjà envoyé à la déportation pour la durée de cinq années dans l'île de Lipari — naturellement, comme toujours, sans l'ombre d'un jugement, ni la possibilité de se défendre.

Les autres personnes arrêtées dont on connaît les noms, sont : le professeur Ferruccio Parri, libéral, et qui, pour avoir aidé avec Carlo Rosselli, à l'évasion de Filippo Turati de l'Italie, fut d'abord condamné à la réclusion par le Tribunal de Savone — où il se dressa, accusateur formidable, contre le fascisme — et puis à la rélegation dans l'île de Lipari, d'où il était revenu à Milan depuis quelques mois. Avant l'avènement du fascisme, Parri était rédacteur au « Corriere della Sera », alors le plus important journal libéral modéré d'Italie ; il le quitta lorsque ce journal, coupable de défendre les idées libérales contre la dictature, devint, par une manœuvre de violence frauduleuse, une des proies du régime ; le professeur Ernesto Rossi, libéral ; Dino Roberto, républicain ; le professeur Fabio Luzzatto, de l'Université de Milan ; le docteur Cantoni, social-démocrate ; M. Gentili, social-démocrate ; le professeur Gaetano Pieraccini, illustre médecin et savant, apôtre de toute œuvre de bienfaisance et d'assistance publique ; le professeur Calaci, républicain ; M. Zari, âgé de 27 ans, professeur d'histoire ; l'ingé-

nieur Damiani ; l'avocat Boneschi, fils d'un conseiller à la Cour d'appel de Milan ; M. Ceva ; l'avocat Lorenzoni ; l'avocat Rosso ; M. Pagani, ancien combattant, républicain, décoré de guerre, déjà relégué à l'île de Lipari ; M. Nello Traquandi, fonctionnaire des chemins de fer ; M. Cristofori ; le docteur François Fancello ; l'avocat Battaglia.

Trois femmes ont été également arrêtées : Mlle Bevilacqua (dont on a aussi incarcéré le père), sa concubine et la vieille bonne du professeur Bauer.

A Rome, on a perquisitionné l'appartement de la comtesse Bracci, fille de la comtesse Papafava, dame d'honneur de la reine.

Plusieurs étudiants universitaires ont été arrêtés à Rome et à Naples.

Les journaux italiens ne soufflent mot de tous ces faits. Ils se bornent à reproduire la note de l'« Agence Stefani » !

La vaste représentation organisée contre les éléments libéraux, démocrates et réformistes, confirme l'étendue du front de guerre, qui, des Universités jusqu'aux usines, se dresse contre le fascisme et résiste, inébranlable, aux coups les plus durs.

Le fascisme ne peut plus spéculer, ni sur le prétendu communisme de ses ennemis, ni sur son propre prétendu patriotisme.

LA MORT MYSTERIEUSE DU PROFESSEUR RENSI L'UN DES DERNIERS ARRETES

Parmi les arrestations récentes dont on parle plus haut, l'une de celles qui ont dû faire le plus d'impression est celle du Prof. Joseph Rensi, enseignant la philosophie à l'Université de Gènes, qui a été amené avec sa femme, Laurette, aux prisons judiciaires de Gènes, et ensuite dit-on — transporté avec elle à Vérone. Les journaux italiens ont reçu l'ordre strict de ne pas publier les noms des personnes arrêtées.

Or, dans les insertions mortuaires du « Corriere della Sera » du 8 novembre, on a pu lire l'annonce que voici :

Laurette Rensi et ses filles annoncent la perte douloureuse survenue aujourd'hui, de Joseph RENSI professeur de philosophie Gènes, le 6 novembre 1930.

Pas un mot de plus ! La forme aride, évidemment forcée, de l'annonce aurait-elle été employée expressément dans le but que la rédaction du journal ne s'aperçût pas de l'annonce ? Ou — hypothèse bien plus vraisemblable — aurait-elle été imposée par les autorités ?

Ce qui est certain c'est que plus d'une semaine s'est écoulée sans que ni les journaux, ni les parents, aient démenti la nouvelle. Les journaux du canton Tessin, patrie de Mme Laurette, où Rensi était universellement connu, ont déjà publié de longs éloges funéraires.

Si l'annonce correspond à la vérité, on est autorisé à tout soupçonner. Le professeur Rensi, âgé de 60 ans à peu près, lorsqu'il fut emprisonné, jouissait de sa meilleure santé. On connaît les formes atroces de torture auxquelles on soumet les prisonniers politiques dans les cachots du fascisme, pour en extorquer des aveux ou des dénonciations.

Le professeur Rensi aurait-il été tué par ses argousins ? Ou, soumis à des violences insupportables, se serait-il suicidé ?

Il n'y a qu'un seul pays en Europe où de tels doutes puissent planer pendant des semaines sans trouver une réponse. Il s'agit ici d'un philosophe, d'un savant, dont la renommée est mondiale. L'opinion du monde civilisé, l'opinion des Universités, n'aurait-elle rien à faire, rien à demander ? Est-ce possible que de telles abominations se passent impunément en plein vingtième siècle ?

Nous posons la question. A d'autres d'y répondre !

PRENDRE NOTE

COMITE DE L'ENTRAIDE
Caisse de Solidarité pour les emprisonnés et leurs familles

Grande Fête Concert
Dimanche 21 décembre, à 14 h. 30
Salle des Syndicats
84, boul. Auguste-Blanqui, — Métro: Glacière

Les cartes pour la fête du 21 décembre sont à la disposition des camarades des maintes, aux bureaux du « Libertaire » et au S. U. B., bureau 31, 4^e étage, Bourse du Travail, ou s'adresser au trésorier Charbonneau, chèque postal 653.87, 22, rue des Roses, Paris (XVIII^e).

Le prix de chaque carte est de 5 francs.

En marge de l'affaire Hanau

Je termine la lecture d'un livre nouveau de Maurice Prival, dont le titre : « Haute Finance et Basse Justice », m'avait intrigué.

Je ne le regrette pas. C'est l'histoire de Madame Hanau aux prises avec la justice, ou plutôt avec le Consortium des grosses Banques, qu'a à son service, la justice et le gouvernement.

Je dois dire que Madame Hanau, banquière, ne m'intéresse nullement.

Je considère qu'elle n'est ni plus ni moins coupable que tous les banquiers en général, aussi n'est-ce pas de cette rivalité que je veux discuter, quoique, à un autre titre, elle pourrait être pour nous, de quelque enseignement. Néanmoins, on peut avoir quelque sympathie pour cette femme simplement parce qu'elle est en butte à la fureur d'une poignée d'algues qui con-

duisent tout, et notre tradition nous a toujours porté du côté de nous faire, surtout que, cette fois, comme toujours, la force ne représente pas la justice.

La Ligue des Droits de l'Homme n'a pas relevé moins de dix violations consécutives de la Loi ou de la Liberté individuelle. Elle s'élève notamment contre une perquisition sans mandat en dehors des heures légales. La L. D. H. n'a pas toujours, ce me semble, fait preuve de tant de zèle dans d'autres circonstances en tous points semblables.

Quel régal de voir fustiger d'importance dans ce livre tous ceux qui ont trompé dans cette sale combinaison et d'y voir démasqués les procédés policiers et politiques qui ont été mis en œuvre, car il fallait aboutir !

Je vous assure, une véritable illustration de notre régime de pourriture.

Mais lisez plutôt la conclusion de ce livre, elle pourrait être nôtre :

« La France fiche le camp parce qu'elle a laissé la justice se putréfier. Derrière les magistrats qui ont mené comme vous savez l'enquête, il y a des places, des backhicks, des pourboires, une cuisine nauséuse. On achète-t-on ainsi les consciences ? A quel prix ?

« Ce scandale n'est que la révélation la plus cynique du marécage où tout s'enlise. Ah ! L'argent corrompt !

« La justice n'est plus que dans quelques rares esprits. La canaille triomphe, la pire, la canaille dorée.

« Jusques à quand ? »

Et ce livre a encore remué d'autres pensées en moi. Après l'expertise de M. Amy qui avait pris de la... campagne pour du sang, après celle des experts de cette affaire qui ne se trompaient que de quelques quinze unités, et surtout après la démonstration de leur impuissance voulue ou non, mais certaine quand même, qu'il me soit permis de dire qu'une autre victime d'un expert est au bain aujourd'hui.

Loin d'excuser son crime (un crime qui, à mon avis, n'est jamais excusable), il est tout de même probable que si, au moment de son procès, l'aveugle foi en les experts avait été un peu moins considérée comme taboue, il aurait bénéficié de circonstances grandement atténuantes, car son acte était explicable plus clairement. Le Comité pour la révision du procès Philippot doit arriver à faire restreindre la lourde peine qui pèse sur les épaules de ce malheureux et qui peut faire de lui, demain, un autre condamné à mort.

R. MONGLIN.

Groupe de Saint-Denis
REUNION PUBLIQUE
Vendredi 28 novembre 1930, salle de la Légion d'honneur, à 8 h. 30.

Sujet traité :

LA GUERRE DES GAZ

Orateur : LOUIS LOREAL

Participation aux frais : 1 franc.

Le passeport est-il un droit ou une faveur ?

Le passeport, cette survivance d'un passé révolu que la guerre nous a ramenée, est-il un droit ou une faveur ?

Si, comme l'indique la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « tous les hommes naissent et demeurent égaux en droits », il est incontestable que le passeport est un droit, pour tous, sans exception.

Si, au contraire, le droit n'existe qu'à la condition de ne pas heurter la Raison d'Etat, si, au mépris complet des lois, un gouvernement peut, à son gré, accorder un passeport à celui-ci et le refuser à celui-là, il n'est pas douteux que le passeport est, en ce moment, après 60 ans de république et 4 révolutions, une faveur que le pouvoir réserve à ses créatures.

Tout démontre que cette dernière manière de voir est la seule raisonnablement actuelle.

Le Comité de Défense Sociale proteste vigoureusement contre cette singulière conception.

Il veut savoir si la faveur du pouvoir Central : Ministère de l'Intérieur, Sûreté générale et Préfecture de Police, en se substituant au droit, à la légalité de ce pays, est réservée à certaines catégories de gens et, notamment : aux mercenaires haut cotés, aux banquiers plus ou moins véreux, aux financiers internationaux, aux marchands de drogues, aux « négociants » qui fournissent de la chair à plaisir sur tous les marchés du monde, etc., etc.

Indépendamment de toutes ces catégories « très spéciales » de citoyens, nous savons qu'on accorde facilement aux militants de l'Internationale de Rome, aux ministres de toutes les religions, ce qu'on refuse aux militants anarchistes, communistes, syndicalistes ou seulement pacifistes.

Est-ce qu'il y a en France, 140 ans après la proclamation des « Droits de l'Homme » des citoyens de plusieurs « zones » ?

Si on est ainsi, on nous le déclare : qu'on nous dise pourquoi, et en vertu de quels textes, on traite les uns et les autres de façons différentes.

Nous citerons des exemples. Il faudra, notamment, qu'on nous justifie le refus opposé à des militants ouvriers alors qu'un militant catholique, un prêtre, peut obtenir un passeport en moins d'une heure.

Si des pays à régimes draconiens interdisent à leurs nationaux la sortie du territoire, nous ne tolérerons pas qu'il en soit de même ici.

Nous alerterons l'opinion publique, la presse et nos protestations ne s'arrêteront qu'après avoir triomphé de l'arbitraire.

Présentement, et sans attendre davantage, nous voulons savoir pourquoi Henri BEAUFORT n'a pu aller faire un voyage d'agrément en Suisse et pourquoi Pierre BESNARD ne peut assister au 4^e Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs et remplir le mandat qu'il a reçu de la C.G.T.S.R., bien que ce Congrès ait été autorisé par le gouvernement espagnol.

Si, nous venons que le passeport, lorsqu'il est, par hasard accordé, soit valable pour un an et pour tous pays et non pour un seul voyage et un seul pays.

Le Comité de Défense Sociale veut croire que tous ceux qui n'acceptent pas l'arbitraire de M. Tardieu, ni sa conception très spéciale des Droits de l'Homme, l'aideront, par la presse, par la parole, à faire rétablir un régime égalitaire d'abord, à faire disparaître le passeport, qui est une véritable entrave à la liberté des gens, ensuite.

La parole est maintenant, au gouvernement.

Le Comité de Défense Sociale.

LA VOIX DE PROVINCE

Adresser ce qui concerne la « Voix de Province » à Pierre Lentente, au « Libertaire », 186, boul. de la Villette, Paris (19^e).

BEZIERS

Le Cercle d'études sociales projeté n'ayant pu être constitué, les camarades ont distribué de la façon suivante les sommes recueillies à cet effet et qui s'élevaient à 430 fr. : 200 francs au fonds de secours de l'A.I.T. ; 100 francs au C.P.P. local pour l'affaire Pons et Blanco ; 100 francs au Comité d'entraide.

Le reste déduit des frais de poste, au C.P.P. de Beziers.

N. B. — Le Comité d'entraide a reçu les 100 francs. Merci. — Charbonneau.

CLERMONT-FERRAND

La C. G. T. avait organisé, à Clermont-Ferrand, le dimanche 9 novembre, un meeting pour demander la réintégration des postiers révoqués à la suite du mouvement de grève du mois de mai dernier.

Le délégué de la C. G. T., le mineur honoraire René Bard, secrétaire adjoint de la Fédération du Sous-Sol, agent électoral du Parti socialiste, en a profité pour harceler sur les militants de la C. G. T. d'avant-guerre, après avoir encensé son collègue Jouhaux qui est, paraît-il, un spécialiste, un technicien des questions politiques internationales. Le frondeur Bard nous a dit que les militants d'avant-guerre n'étaient bons qu'à parader sur les tréteaux, et que lui, Bard, était un homme d'action et que son syndicalisme était tout à la fois idéaliste et réaliste.

Je crois que le réalisme et l'idéalisme de M. Bard consistent surtout à conserver son fromage.

Grand Eugène.

SAINT-ETIENNE

Pour la thune

Malgré le peu d'empressement des amis à répondre à nos appels, nous en poursuivons l'expérience et dimanche 23 novembre, un camarade tiendra la permanence de 10 h. 30 à midi, salle 20, Bourse du Travail, où sera reçue l'obole de tous ceux et celles qui s'intéressent à l'anarchie.

Camarades, par votre l'entêtement, nous n'avons pu prendre part à l'action pour Blanco, Pons et Bernier. En sera-t-il encore longtemps ainsi ?

L'U. A. P. a fait quelques conférences aux environs de Saint-Etienne ; nous avons pu profiter de leurs orateurs. Nous avons quelques projets en perspective, il ne faut pas qu'ils restent à l'état de projets.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

Reynard.

ORLEANS

Aux travailleurs !

Tous les partis politiques prétendent détenir la solution du problème social. Les uns par des réformes, les autres par des moyens plus ou moins énergiques. — Tous se targuent d'apporter le remède à nos maux — Mais les uns et les autres font appel à votre bulletin de vote. Tous ont recours au **Parlementarisme**.

Le Parlementarisme peut-il résoudre les multiples questions posées par les nécessités de la vie d'une collectivité ? A cela, nous répondons : **NON !**

C'est ce que nous vous expliquerons à la

CONFERENCE PUBLIQUE

et CONTRADICTOIRE

qui aura lieu samedi 22 novembre, à 20 h. 30, salle Hardouineau, où notre ami

Louis LOREAL

exposera le rôle du

Parlementarisme devant la Question sociale

Liberté de parole assurée.

PERIGUEUX

Les camarades libertaires du Périgord, de Périgueux et des environs qui veulent lire « Le Libertaire » peuvent l'acheter chez le camarade Autart, rue du Président-Wilson, numéro 13.

On peut y trouver tous les journaux d'avant-garde.

Que les camarades de Périgueux et des environs désireux de vouloir former un Groupe d'Etudes Sociales se renseignent auprès du camarade Autart.

Devant toute la mente des politiciens aux abois, que les anarchistes s'organisent.

A. G.

NIMES

Avis aux camarades de Nîmes

La municipalité ayant décidé la suppression des kiosques à journaux et prévoyant les difficultés toujours possibles, pour rechercher et surtout trouver d'autres dépositaires, les camarades, pendant cette période, seront assurés de trouver le « Libertaire », « Voix Libertaires », « Combat Syndicaliste », « Revue Anarchiste » et ceux qui leur plaira, soit au Bar Artistique, boulevard Gambetta, angle de la rue Ranguet ou au 16 de la rue Gauthier.

Reynard.

Chronique de la Banlieue

EN SEINE-ET-OISE

Samedi dernier, à Carrières-sur-Seine, les chevaliers de la faucille et du marteau avaient organisé une réunion publique où la citoyenne Lecocq devait rendre compte de son « pèlerinage » au pays de Staline. Eh bien ! compagnons, nous n'avons pas perdu notre temps ; la « rigolade » était de rigueur car le compte rendu de mademoiselle Lecocq était vraiment « bidonnant ».

Ma première conversation, dit-elle, en arrivant en Russie, fut avec une vieille paysanne et je lui demandai si elle regrettait le tsarisme. — Pensez-vous me répondit-elle, j'ai deux fils et grâce au régime nouveau, l'un est ingénieur, l'autre est médecin. Vive donc la dictature du prolétariat !

Autre chose, notre brave déléguée rencontrait le général « Machinskof ».

Pourquoi, lui demanda-t-elle, les soldats ne vous saluent-ils pas dans la rue ? Et le « soudard rouge » de répondre : « A la caserne et pendant les 8 heures de travail que font les soldats, la discipline est sévère, très sévère même, et

DANS LES SYNDICATS

Oui ! pour l'unité syndicale Non ! pour une 4^e C. G. T.

On nous communique aux fins d'insertion l'appel ci-dessous qu'il n'était pas dans nos intentions de passer sous silence.

Il est signé d'un état-major brillant, mais qui a, hélas ! brillamment fait ses preuves lorsqu'il s'est agi de diviser la classe ouvrière ces dix dernières années.

L'unité syndicale, nous en sommes partisans ; les anarchistes, groupés dans l'U. A. C. R., l'ont nettement déclaré au cours de leur dernier Congrès. Est-ce à dire qu'il nous faut nous enthousiasmer chaque fois qu'une tentative d'unité plus ou moins sincère est faite ?

Celle que nous signalons aujourd'hui ne nous emballa pas outre mesure. Nous sommes déjà en méfiance du fait de la personnalité de la plupart de ses promoteurs. Donc, avant de nous prononcer plus avant au sujet de cette manifestation et de ses futures conséquences, nous voulons attendre.

Mais nous déclarons, dès aujourd'hui, que ce ne serait point travailler pour l'unité syndicale que de lancer l'idée d'une quatrième C. G. T. et nous ne voulons pas croire que ce soit l'intention des signataires dudit manifeste.

Spontanément, des militants syndicalistes appartenant aux organisations confédérées, unitaires et autonomes, ont décidé de se réunir, d'avoir entre eux un échange de vues sur la situation de la classe ouvrière dans l'état actuel du monde économique et social.

Ils ont considéré que la concentration de plus en plus accentuée du capitalisme, que la force de plus en plus grande de l'organisation patronale et le développement de ses moyens de résistance et de répression, rendent chaque jour plus difficile l'action en vue d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs.

Ils ont considéré, d'autre part, que le développement de la politique militariste des gouvernements, la course aux armements, l'extension du fascisme dans de nombreux pays européens, placent le prolétariat devant le double péril de la guerre et de la dictature.

Ils ont reconnu que l'état de dispersion et d'émiettement des organisations de la classe ouvrière permet au capitalisme, au militarisme et au fascisme toutes les audaces, tous les coups d'Etat, toutes les atteintes à la vie du prolétariat.

Ils ont convenu qu'après dix années de duel fratricide, il fallait faire un effort pour mettre fin à la division des forces syndicales.

Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une Centrale syndicale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte de classe et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des Partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements.

Ils précisent que chacun devra rester fermement attaché à son organisation syndicale propre, sans arrière-pensée comme sans manœuvre, tout en y poursuivant sa propagande en faveur de l'unité.

Les camarades présents, convaincus que l'idée qu'ils viennent d'émettre rejoindra la pensée intime et les désirs profonds des travailleurs de ce pays, décident de se retrouver prochainement dans une réunion plus large, à l'issue de laquelle un

appel sera adressé à l'ensemble des travailleurs français.

Au nom des camarades présents :
Pour les confédérés : Marthe Pichorel, L. Digat, J. Toesca, P. Monatte, G. Dumoulin, C. Delsol, Roger Hagnauer.

Pour les autonomes : Roger Francq, M. Piquemal, R. Laplagne, J. Metayer, P. Martzloff, R. Mathonnet, C. Guilbot.

Pour les unitaires : A. Rambaud, V. Engler, Lucie Colliard, H. Boville, R. Deveau, P. Cadeau, B. Bour, M. Chambelland.

Paris, le 30 novembre 1930.

C. G. T. S. R.

La C. A. et le Bureau confédéral avisent les militants et les organisations que E. JUHEL, ex-secrétaire de la C. G. T. S. R., a cessé d'exercer toute fonction au sein de cette Centrale syndicale.

Il a été remplacé automatiquement par le camarade ROBINET, secrétaire adjoint.

En conséquence, adressez la correspondance destinée à la C. G. T. S. R., à Robinet, 4, villa Victor-Hugo, Rosny-sous-Bois (Seine). Les commandes du livre « Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale » et de la brochure « Le syndicalisme et la guerre », à Pierre Besnard, 77, rue de Paris, Clichy (Seine), en utilisant le chèque postal, Paris C/c 985-84.

Bien prendre note que le C/c Paris 1441-43, E. Juhel, n'existe plus.

p. la C. A. et le Bureau de la C. G. T. S. R. : Le Secrétaire : A. Robinet.

N. B. — Au cas où des camarades ou des organisations n'auraient pas reçu le « Combat Syndicaliste », en avisant l'administration, le service de routage étant en réorganisation.

Chambre Syndicale des Métallurgistes Autonomes. — Réunion du Conseil samedi 22 novembre, à 15 heures 30.

Ordre du jour :
Lecture de la correspondance ;
Discussion sur le Congrès de l'U. R. ;
Questions diverses.

SYNDICAT GENERAL DE L'AMEUBLEMENT

En avant pour la bastonnade. — Nous apprenons qu'un certain Larsen, entrepreneur dans l'ameublement, 130, rue du Mont-Cenis, a fait signer un contrat par ses collègues, suivant lequel il leur est complètement interdit de perdre une minute à l'entrée sous peine de perdre un quart d'heure de leur salaire et, surtout, de ne pas s'habiller avant la sonnerie de la cloche.

Il leur est interdit de parler, de chanter et de fumer, et, comme de juste, c'est le régime sec. Un vrai régime de cellulard, quoi !

Mais il y a mieux encore : les heures supplémentaires sont obligatoires.

Et tous les inconscients qui travaillent dans cette tôle ont accepté ce régime d'esclaves — à part cinq de nos camarades.

Allez-y, monsieur Larsen, ne vous gênez pas ! Vos nègres sont mûrs pour la bastonnade... Ils ne méritent que cela. — Le Bureau.

Dans le S. U. B.

Serruriers. — Réunion de la Section le mardi 25 novembre, à 17 h. 30, salle de Commission, premier étage, Bourse du Travail.

Monteurs électriciens. — La réunion corporative de notre Section aura lieu le vendredi 28 novembre, à 17 h. 30, salle de Commission, premier étage, Bourse du Travail.

Le Gérant : Marcel MONTAGUT.

Travail exécuté par des ouvriers unitaires et confédérés.

IMPRIMERIE CENTRALE DU CROISSANT
19, rue du Croissant, Paris (2^e)

Notre service de librairie

COLLECTION

« FAITS, TEXTES ET PORTRAITS »

1. Les Catholiques, la paix. Controverse entre le chanoine Desgranges et A. Lorulot..... 1 50

2. Comment on fabrique des reliques et des saintes, par Guignebert et A. Lorulot..... 1 50

3. Jeanne d'Arc fut-elle victime de l'Eglise ? par Han Ryner.... 1 50

4. Pourquoi j'ai quitté l'Eglise, par Ch. Cabaud..... 1 50

5. Véridique histoire de l'Eglise, par A. Lorulot..... 1 50

6. L'idolatrie du Sacré-Cœur, par J. Jenger..... 1 25

7. Voltaire et son œuvre, par J. Claraz..... 1 50

8. Faut-il autoriser les congrégations ? par A. Lorulot..... 1 50

9. Précis de Solidarité biosociale, préface de L. Barbédette..... 2 »

10. Pour ou contre la Confession, versé entre l'abbé Violet et A. Lorulot..... 2 »

11. La crise de la démocratie, par A. Lorulot et Micromegas.... 1 »

12. Le secret des Jésuites (« Monts Secréta »)..... 2 »

13. Religion ? Morale ? Criminalité ? par E. Daanson..... 1 50

14. Les véritables origines de la paupérisation, préface de Han Ryner..... 2 »

15. La morale des Jésuites, la morale chez les bêtes..... 1 25

16. Les évangélistes n'ont presque rien inventé, par West et R. Blatchford..... 2 »

17. L'Homme et la divinité, par B. Mussolini (1914)..... 2 »

18. Les méfaits du christianisme, par Delbende..... 1 50

19. Francisco Ferrer, sa vie, son œuvre, son procès, par A. Lorulot..... 1 25

20. Le soleil a-t-il été créé après la lumière ? par Jean Malburet... 1 »

21. Sous le joug de l'Islam, par Weirmann..... 1 50

22. Le Memento du libre-penseur, par H. Martin..... 1 50

23. Les Marchands du Temple, par A. Lorulot..... 1 »

24. Voyage à Londres, par A. Lorulot..... 1 »

25. Une société secrète catholique, par G. Mancel..... 1 »

PETITE CORRESPONDANCE

J. Ravaille. — Prenons note de ta demande.

Lachèvre, Le Havre. — « Mystère de Lourdes » complètement épuisé.

Lagagnoux. — Erreur réparée. Prenons note de nouvelle adresse.

A nos correspondants. — Nous avons signalé à plusieurs reprises dans « Le Libéraire » que par suite de nos transformations nous avions quelques retards dans notre correspondance.

Prenex patience. Dans quelques jours tout sera rentré dans l'ordre. Toutes les commandes seront expédiées cette semaine.

J. Girardin.

LES SYNDICATS OUVRIERS

ET LA REVOLUTION SOCIALE

par Pierre BESNARD

(Edition de la C. G. T. S. R.)

1 volume de 360 pages, contenant l'exposé complet de toute l'action sociale des syndicats, avant, pendant et après la révolution.

Prix : 15 francs.

En vente au Bureau du « Libéraire ».

LA VIE DE L'UNION

MISE EN GARDE

Le « Libéraire » met en garde les organisations et journaux qui recouvraient des communications écrites sur papier à entête du « Libéraire », sans être munies du cachet du journal.

Ceci pour éviter des abus et la responsabilité de certaines propagandes qui, bien qu'adversaires du « Libéraire » n'hésitent pas à se faire sous son égide.

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 5^e et 6^e Arrondissements. — Nous avons des difficultés pour trouver une salle convenable et bien placée. De ce fait, pas de réunion jeudi 27 novembre. La soirée sera utilisée pour la contradiction dans un quartier voisin.

Une conférence est envisagée pour le 11 décembre : les camarades et sympathisants sont priés de se mettre en rapport avec le secrétaire du Groupe. Lui écrire à cette adresse : O. Fichtel, Poste restante, 10, rue Danton, Bureau 25.

Groupe des 11^e et 12^e Arrondissements. — Réunion des adhérents du Groupe mercredi prochain, à 20 h. 30, local habituel.

Groupe du 19^e. — Réunion du groupe dimanche 22 septembre, à 10 heures, au lieu habituel.

Groupe Régional d'Antony. — Dimanche 30 novembre, « Au Lapin Sauté », 56, avenue d'Orléans, à Antony, à 10 heures très précises, assemblée générale.

Organisation d'un meeting contre la guerre. Invitation à tous.

R. Ducot.

Groupe de Clichy. — Réunion du groupe le vendredi 21 novembre, à 20 h. 30, 115, rue du Bois, à Clichy.

Présence indispensable de tous les camarades.

Saint-Denis. — Réunion du Groupe dimanche 23 novembre, Bourse du Travail, rue Suger, à 9 h. 30.

Meeting Local.

Appel aux camarades.

Groupe de Montreuil, Vincennes, Fontenay. — Réunion dimanche 23 novembre, à 10 heures. Tous les adhérents sont invités à être présents. Nous invitons également tous les sympathisants qui voudraient nous aider dans l'organisation d'une série de conférences dans les localités suivantes : Vincennes, Fontenay, Rosny-sous-Bois, Romillyville, Les Lilas, Bagnolet, avec le sujet : « La guerre des gaz ».

La première aura lieu la semaine prochaine à Vincennes. Nous indiquerons la salle dans le prochain numéro du « Libéraire ».

Pour le Groupe : Andrée Janier.

Livry-Gargan. — Par suite de circonstances imprévues, la réunion du Groupe, annoncée pour le 8 courant, n'a pu avoir lieu. Celle-ci se trouve donc reportée au samedi 22 novembre, à 21 heures, salle Coulon, rue de Paris.

Sujet à traiter : Notre position devant la guerre.

Groupe d'Etudes Sociales Libéraire de Pantin, Aubervilliers, La Courneuve. — Les camarades désireux de venir parmi nous, sont priés de se mettre en correspondance avec le secrétaire André Barzangette, 35, rue Maurice-Lachâtre, La Courneuve.

Le Groupe organise une conférence la semaine prochaine, et fait appel à tous les copains pour venir aider les organisateurs.

Lire « Le Libéraire » de la semaine prochaine pour avoir des renseignements complémentaires sur cette conférence.

PROVINCE

Rouen. — Les camarades trouveront le « Libéraire » chez Lefèvre, libraire, 60, rue St-Sever et aux permanences suivantes : 1, rue du Hallage, près la Bourse du Travail ; 1, rue Pavée à Saint-Sever, à la « Famille Laborieuse » ; 263, rue de Paris, à Sotteville et 41, rue Jacquart, à Petit-Quevilly.

Pour tous renseignements concernant la questions anarchiste écrire à Métal, 1, rue du Hallage, Rouen (Seine-Inférieure).

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le Groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Groupe d'achats en commun.

Répartition des denrées tous les dimanches matin.

Librairie. — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, rue Saint-Bernard, angle boulevard de Strasbourg.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le Groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Marins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les samedis, 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs.

Communications Diverses

« Les Amis du Libéraire ». — Permanence samedi de 4 à 7 heures, au local du « Libéraire ».

Préparation de notre fête et de notre deuxième conférence.

Groupe des 17^e et 18^e Arrondissements. — Réunion mardi 25 novembre, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel. Présence indispensable.

Groupe du 15^e Arrondissement. — Réunion le jeudi 20 novembre, 85, rue Mademoiselle. Causerie par un camarade. Présence indispensable.

Groupe Espérantiste Ouvrier de la Région Parisienne. — Lundi 24 novembre, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 20 rue du Bouloi.

Parolade de k. du Vincent pri Trockia opozicio kay kvinjara plano.

Le Havre. Groupe d'Etudes Sociales. — Nous espérons que notre deuxième conférence aura encore plus de succès que la première. Elle sera faite par le camarade Nemo, que les cléricaux de Rouen font passer pour Louri, (probablement parce qu'il a une barbe).

Le sujet : « Les crimes de l'Eglise ».

Cette conférence aura lieu mercredi 26 novembre, salle des fêtes, rue Lord Kidchener.

Nous avons distribué 40.000 tracts du « Semeur », contre la guerre et cela, malgré la défection d'un ancien copain du Groupe, qui a trouvé qu'une agitation pour une augmentation de salaire était plus intéressante que la propagande contre la guerre.

Pour le Groupe : Raymond L.

La Chanson de Paris. — La prochaine séance de « La Chanson de Paris » aura lieu le jeudi 29 novembre à 20 h. 45, au Palais des Fêtes, 199, rue Saint-Martin (à l'angle de la rue aux Ours).

Les Chansonnières Raymond Bartel, Claude Berly, Paul Clérout, Ded-Rysel, Pierre Ferry, Louis Lorel, Raoul Soler, se feront entendre dans leurs œuvres.

Mmes Barklay, Marguerite Duriez, Marguerite Greyval, Renée Janlys, Noëlle Marin, MM. Duperrey et Prud'homme interpréteront des chansons et poèmes de leur répertoire.

Au piano d'accompagnement : Mmes Gilberte David-Bernard et Jane Roux.

Fédération Normande des Réfractaires à toutes Guerres. — Un pressant appel est fait à tous les révolutionnaires et antimilitaristes de la Normandie, afin d'activer la formation des groupes dans chaque localité. Pour tous renseignements écrire à Henry, 1, rue du Hallage, à Rouen, pour ce qui concerne la trésorerie envoyer les mandats à Binet, 1, rue Pavée, à Rouen, Saint-Sever (Seine-Inférieure).

Le Comité d'Action.

Mise en garde. — En attendant d'éclaircir à fond les agissements et l'attitude de certains éléments de notre région, nous prévenons les organisations ouvrières ainsi que tous les camarades isolés que l'individu nommé Armand Boudin est exclu de la Fédération Normande des Réfractaires à toutes Guerres, comme élément suspect.

Après le rapport d'une Commission spéciale, les renseignements complémentaires seront insérés dans un prochain numéro.

Le Comité d'Action Prévisoire de la Fédération Normande des Réfractaires

LES BAGNES SOVIÉTIQUES (1)

LES SOLOVKI

Comme vous savez, j'ai dû passer par le bague et l'exil. Au lieu de dire « bague », les bolcheviks disent « camp », mais c'est pire que n'importe quel bague. « Le camp spécial des Svolki » est d'une forte étendue. Il comprend non seulement les îles des Svolki proprement dites, mais aussi tout le littoral de Mourmansk. L'île principale, celle où se trouve le fameux monastère transformé actuellement en prison de bague, est appelée par les détenus « Ile des Tortures ». Ce nom est très à propos.

Les îles des Svolki (ou les îles Solovetki) renferment présentement près de 50.000 reclus de toute espèce. L'île principale possède : une petite usine mécanique qui occupe 150 hommes environ ; une station électrique occupant une centaine d'ouvriers ; une fabrique de peaux (une trentaine d'hommes) ; une briqueterie (100 personnes environ) ; et une exploitation de tourbe employant à la saison près de 200 ouvriers. Il y existe, de plus, un atelier de chaussures et un atelier de couture, avec 300 ouvriers environ. Tous les autres reclus sont employés, en hiver, dans des exploitations forestières, et en été à l'établissement des routes entre les villages du littoral de Mourmansk. A part ces deux derniers genres de travaux, tous les autres travaux énumérés sont considérés comme privilégiés. Seuls y sont admis les ouvriers très qualifiés, ou encore ceux qui sont « pistonnés » (à l'aide d'argent ou de relations personnelles). Habituellement, tous les nouveaux arrivés sont, d'abord, employés aux travaux communs à l'exception de ceux qui avaient servi auparavant, dans des institutions soviétiques pénitentiaires (la milice, le G.P.U., etc.). C'est de cette façon que l'administration du « camp » (dont tous les membres sont des anciens tschekistes condamnés pour vol) gratifie les « siens ».

Aussitôt qu'un nouveau convoi de détenus arrive au « camp », à la descente même du train, avant que les gens puissent

se rendre compte de quoi que ce soit, un bref commandement à la militaire retentit, ordonnant de jeter les bagages en tas et de former les rangs. Ensuite, on commande : « De droite à gauche, comptez-vous ! » Le compte, généralement, réussit mal : en effet, parmi les arrivés, il y en a beaucoup qui ne savent pas le russe ; d'autres n'entendent pas du tout... C'est alors que commencent les « manœuvres » : « Allez, les canailles ! Au pas de course ! ». Et on les fait courir jusqu'à ce que beaucoup tombent de fatigue. Ensuite, nouveau commandement : « Formez les rangs ! » Et de nouveau : « Comptez-vous ! » Et enfin, la bienvenue du camp : « Salut, telle compagnie ! » Et tous doivent répondre comme un seul homme : « Salut ! ». Bien entendu, ça réussit mal aussi. Alors, le commandement de « pas de course » retentit de nouveau, et de nouveau les gens courent et tombent d'épuisement, jusqu'à ce que les autorités fassent l'air d'avoir pitié et commandent, enfin, de former les rangs pour... recommencer le tout ! Ainsi cela se prolonge durant plusieurs heures. Et tout le temps des recommandations de toutes sortes sonnent aux oreilles : « Oublie que tu es homme ! » Ce n'est pas la prison, ici, c'est le camp spécial du G. P. U. ! ». « Ici, rien n'est à vous ! ». « Faites le mort ! Silence absolu ! ». « Fais ce que ton commandement ! Sans rouspétance ! », etc., etc.

Ensuite, sans aucun repos, après un long voyage (de 8 jours et plus) dans un wagon de marchandises où les hommes sont entassés comme des sardines, à 100 par wagon, on les envoie, séance tenante, au travail pour 24 heures ou plus. A peine rentrés d'un travail de toute la nuit, et après avoir avalé un peu d'eau chaude, les hommes entendent de nouveau le commandement : « Debout ! » et repartent pour une nouvelle journée de travail. Telle est la règle ici : envoyer tous les nouveaux au boulot deux jours de suite, sans sommeil ni repos et les dresser sans arrêt.

Le travail est très sale et au-dessus des forces de la plupart. Il faut charrier et

charger la houille dans le port, il faut traîner des sacs de farine, etc... On ne donne pas d'habits de travail. Les hommes étant ainsi obligés de travailler vêtus comme à l'arrivée, les meilleurs vêtements tombent bientôt en lambeaux.

On est logé dans des baraques, de 700 à 800 dans chacune. Il y a deux étages de planches contiguës qui longent les murs et servent de couchettes où chacun dispose de moins d'un demi-mètre d'espace en largeur, de sorte que l'on ne peut se coucher que sur un côté. Il y a des milliers de punaises, de puces, de poux, etc... L'air manque. On étouffe. Pas d'eau, non seulement potable, mais même ordinaire. Habituellement on se lave avec de la neige, et pour avoir de l'eau potable, on fait fondre de la neige dans des gamelles. On ne distribue de l'eau chaude qu'une fois tous les deux ou même trois jours, car dans l'île il n'y a pas d'eau douce. Cette dernière est apportée de Kème, à 12 kilomètres environ des îles. Je parle du camp de contrainte de Kème, c'est là qu'arrivent avant tout, tous les reclus. C'est ici le centre du bague soviétique. Là se trouve la Direction du camp des Svolki, laquelle est en même temps, entrepreneur des travaux forestiers et routiers. C'est d'ici que la masse principale des reclus est envoyée aux divers points de la région de Mourmansk pour toutes sortes de travaux. Et quant à l'île des Svolki, elle-même, elle ne renferme pas plus de 4.000 personnes.

Le système de dressage que je viens de décrire, ainsi que le contrôle à la militaire, sont obligatoires pour tous les reclus, le matin et le soir : on « forme les rangs », on « se compte », on « se salue », etc...

Quant aux travaux forestiers, les conditions y sont les suivantes : tous les travaux sont effectués comme une sorte de leçon, c'est-à-dire que chacun est obligé d'accomplir une tâche donnée dans un temps défini. Ce délai est tel, que beaucoup n'arrivent pas à l'accomplir. Or, les autorités n'en tiennent pas compte : tous ceux qui n'ont pas terminé la tâche sont tenus à rester pour toute la nuit dans la forêt ; le matin, on les amène à la baraque pour le contrôle et on les renvoie immédiatement dans la forêt pour le travail. De plus, ceux qui n'arrivent pas à terminer leur tâche, sont très souvent frappés par les chefs et les gardes. Parfois, ils sont frappés à mort, car il n'est

pas difficile d'achever des hommes épuisés par le travail au-dessus de leur force et par la faim, et qu'on fait de plus garder exprès dans la forêt pour les « glacer ». Ajoutons que les gardiens ne permettent pas aux forçats de s'approcher du feu de camp, même quand le froid atteint 40 degrés au-dessous de zéro. En crise de désespoir, plusieurs s'élancent malgré tout vers le feu et... tombent sous des coups de crosses... Après quoi ils sont traînés au corps de garde et frappés en core jusqu'à l'évanouissement comme... simulateurs. Il y a des cas où les reclus s'envoient des doigts à coups de hache, afin de mettre fin à toutes ces tortures. Mais, pour de tels « exploits », ils sont frappés davantage et on les renvoie au camp à moitié morts. Un cas pareil s'est produit avec notre camarade Nicolas Toumanoff. Décidé d'en finir avec cette vie, il se précipita dans le feu. Les gardiens l'en retirèrent avec de fortes brûlures.

Pour toute infraction aux ordres des autorités, il existe encore un autre genre de punition que celui : l'homme est déshabillé jusqu'au linga et mis en cellule spéciale, sans toit, par n'importe quel froid, on ne le fait sortir — ou plutôt emprisonner — que lorsqu'il perd connaissance.

En général, toutes sortes de tortures sont pratiquées au camp. Par exemple, ayant percé deux trous dans la glace qui couvre la mer en hiver, on oblige des hommes à puiser de l'eau dans l'un des trous pour la verser dans l'autre...

Impossible de s'évader de la forêt. Tout autour, des forêts vierges et des marécages s'étendent à l'infini. Le chemin de fer est loin. Les gardes sont disposés un peu partout. Souvent, la population prête main-forte aux gardes pour faire attraper les fuyards, car pour tout évadé rattrapé, on touche une prime de 100 kilos de farine. Tous les rattrapés sont fusillés sur place, par les gardes eux-mêmes. Officiellement, c'est défendu. Mais les gardes s'arrangent toujours. Ils prétendent, bien entendu, avoir tiré sur un homme en train de fuir.

La même chose se produit en été, dans les marécages, aux travaux de route. Ce n'est que le genre de torture qui change : au lieu de garder la nuit, on les déshabille et on les expose « aux moustiques » pour plusieurs heures, en leur défendant

de chasser les insectes. Cette punition est appliquée partout dans le camp.

</